



Lettre n° 274 du 12 février 2023

Au sommaire :

- **Vers la grève générale pour le retrait. Inverser le rapport de forces, oui c'est possible.** - Galia Trépère
- **« Métro, boulot, caveau », au cœur de la révolte sociale, le refus du travail aliéné et de l'exploitation** - Bruno Bajou
- **Ballon-espion chinois, guerre en Ukraine, guerre économique, l'empire américain dans le chaos mondialisé...**  
Yvan Lemaitre

## **Vers la grève générale pour le retrait. Inverser le rapport de forces, oui c'est possible.**

Hier, 11 février, le mouvement a manifesté une nouvelle fois sa vitalité et son dynamisme, 2,5 millions de manifestant.es, des cortèges déterminés et joyeux, qui se sont répandus dans toutes les villes de quelque importance dans le pays, bien souvent du jamais vu depuis plusieurs décennies. Le matin même, avant les manifestations, s'était réunie l'intersyndicale qui a lancé cet ultimatum dans son communiqué lu à la presse : « *si malgré tout, le gouvernement et les parlementaires restaient sourds à la contestation populaire, l'intersyndicale appellerait les travailleurs et les travailleuses, les jeunes et les retraité.e-s à durcir le mouvement en mettant la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain. L'intersyndicale se saisira du 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes pour mettre en évidence l'injustice sociale majeure de cette réforme envers les femmes.* »

La menace est certes au conditionnel mais l'hypothèse que le gouvernement retire sa réforme avant le 7 ou qu'il se plie à un vote de rejet des députés si ces derniers votaient majoritairement contre le texte est tellement improbable qu'on peut déjà considérer l'appel au 7 mars comme un appel à la grève générale qui ne s'assume pas. Il y a d'ores et déjà des appels syndicaux à la grève reconductible à partir du 7 mars à la SNCF et à la RATP.

Que les directions syndicales osent envisager l'emploi de l'arme de la grève « *pour mettre le pays à l'arrêt* » montre à quel point Macron s'est trompé en croyant pouvoir mettre tout le monde à sa botte mais le vrai combat n'est pas celui entre les directions syndicales et Macron mais bien celui entre le monde du travail et le Capital et son État.

### **Un bras de fer entre le Capital et le Travail**

Le mouvement est bien un soulèvement général du monde du travail, de la population contre cette réforme qui prétend imposer deux ans de plus à toutes celles et ceux qui n'en peuvent déjà plus d'un travail aliéné, dépossédé de son utilité sociale, et de l'exploitation éhontée du plus grand nombre pour aller grossir les fortunes personnelles d'un Bernard Arnault, plus de 180 milliards d'euros -autant que 20 millions de Français- ou les bénéfices des groupes capitalistes. TotalEnergies vient d'annoncer les siens, 20,5 milliards de dollars pour 2022 et encore plus en réalité, 36,2 milliards, avant que le groupe en ait retiré 15 milliards au titre de ses désinvestissements de Russie.

Ce qui se joue est bien le rapport de forces entre le Capital et le Travail, coup d'arrêt possible à l'offensive du gouvernement et des classes possédantes contre les droits des travailleurs, contre la retraite, les salaires, la protection sociale et les services publics, ou bien la voie libre à l'intensification de l'exploitation, la dévastation sociale et la guerre. C'est pourquoi imposer le retrait de la réforme est vital.

### **La voie parlementaire ? Une impasse**

L'évidence s'impose d'ores et déjà. Ce n'est pas au Parlement que la démocratie, la volonté majoritaire de la population, le rejet de la réforme, pourront triompher, le gouvernement s'étant de toute façon réservé la possibilité d'écourter la discussion en actionnant l'article 47.1 de la constitution puis d'adopter la réforme par ordonnance. Certaines interventions des député.es LFI ont fait mouche comme celle d'Iñaki Echaniz qui a ridiculisé le ministre du Travail Dussopt en lui posant la même question que celui-ci avait posée à Woerth lors du mouvement contre la réforme des retraites en 2010 lorsque, député du PS, il était contre le recul de l'âge légal de départ de 60 à 62 ans.

Comme l'était Véran également dont l'intervention à l'Assemblée en 2010 circule sur les réseaux sociaux. « *Veste retournée* » comme l'a dit Echaniz, ou plutôt, intégration de toutes les forces politiques réformistes aux institutions et aux intérêts des classes possédantes, par les vertus de leur « assiette au beurre » -comme le montre l'affaire du marché de l'eau à Annonay dans laquelle Dussopt alors député-maire avait favorisé la SAUR- et de la gestion des affaires de la bourgeoisie au gouvernement.

La seule utilisation qu'on peut faire du Parlement, c'est celle d'une tribune pour s'adresser à la population, aux travailleur·e-s. Comme l'a fait la députée du groupe LFI Rachel Kéké le 6 février en apportant à l'Assemblée les témoignages des femmes de ménages, des aides-soignantes, des salariés de la logistique qui ont « *le dos cassé* » bien avant 62 ans, qui « *prennent des médicaments pour dormir* », les conditions de travail des « *invisibles* » dont elle a fait partie, femme de ménage qui a mené avec ses collègues de l'hôtel Ibis Batignolles une grève longue et victorieuse et en appelant le poing levé à manifester et à faire grève les 7 et 11 février.

## **L'alternance gauche-droite laisse la place à l'affrontement Capital-Travail**

Macron a été porté au pouvoir par les patrons et les riches en 2017 sur les ruines de l'alternance gauche-droite, de la droite traditionnelle et du PS, tandis que l'extrême droite se nourrissait du rejet de ces partis sur le thème du « *tous les mêmes et tous pourris* ». Il a été élu au deuxième tour de la présidentielle en 2022 grâce au rejet de l'extrême droite, tandis que Mélenchon et LFI réussissaient à donner naissance à une nouvelle mouture, populiste, d'union de la gauche. Les partis traditionnels de droite et de gauche étaient devenus interchangeables au gouvernement, menant les mêmes politiques d'austérité au service de leurs commanditaires capitalistes, ce qui a conduit à leur effondrement, 4,78 % pour Pécresse de LR et 1,75 % pour Hidalgo du PS à la dernière élection présidentielle en 2022.

Le fond du problème, c'est qu'aucune politique qui reste dans le cadre des institutions bourgeoises, du système capitaliste, ne peut changer les choses. Le véritable pouvoir, celui des multinationales qui contrôlent l'économie, exige, pour leur propre survie, toujours plus de profits et de dépossession des travailleurs et de la population. La seule alternative possible aujourd'hui à ce système, c'est celle du monde du travail, de la jeunesse, des femmes, et la nouvelle société qu'ils portent. C'est cet affrontement qui se prépare.

L'émergence de la NUPES à l'initiative de LFI en est une expression déformée par les ambitions parlementaires de ses différents protagonistes. Son programme, respectueux du système qu'ils veulent seulement amender, nationaliste, les rattache au vieux monde et les enferme dans ses institutions. Au final, ils n'ont d'autre fonction que de canaliser la révolte vers les jeux parlementaires et les combats électoraux sans issue, de l'étouffer.

## **Limites des directions syndicales, extrême droite en embuscade**

Les directions syndicales qui sont à la tête du mouvement, sans pouvoir s'y dérober jusqu'à présent, sont prisonnières de leurs propres limites, du dialogue social, autre forme d'institutionnalisation. Elles ne remettent pas en cause le système lui-même, elles voudraient seulement l'améliorer, le rendre plus humain, défendre leur place et leur rôle de partenaires sociaux, le dialogue social. D'ailleurs ne participent-elles pas en ce moment-même, en plein mouvement, à une concertation sur « *le partage de la valeur* » avec le patronat qui y refuse fermement toute idée d'augmentation des salaires ? Un dialogue de dupes !

Même si la CGT et Solidaires ne sont pas sur la même ligne, l'intersyndicale ne fait pas un lien explicite entre les grèves pour les salaires et le mouvement contre la réforme des retraites, pas question de montrer qu'il s'agit de lutter dans un cas comme dans l'autre contre une même offensive des groupes capitalistes et de leur gouvernement. On argumente sur les possibilités de financement des retraites, sur le terrain du gouvernement qui marchandise des mesures qui coûteraient une petite dizaine de milliards alors que l'État a déversé des centaines de milliards dans les coffres des multinationales. Mais attention, nous dit-on, ce n'est pas la même chose, il y a les caisses de l'État d'un côté, et celle de la protection sociale d'un autre. Le « *débat autour des milliardaires* », il n'est pas « *intéressant* », déclarait Berger sur France 2 le 30 janvier. Réforme des retraites et réforme de l'assurance-chômage sont dissociées au lieu de montrer qu'elles font partie d'une même offensive du Capital contre le Travail, comme aussi la privatisation rampante des services publics, de la Santé et de l'Éducation, le blocage des salaires, l'inflation elle-même et les attaques de Darmanin contre les travailleurs immigrés.

C'est cette absence de cohérence, ces programmes d'adaptation au système capitaliste qui permettent à l'extrême droite de gagner une large influence parmi les travailleurs, de s'afficher comme opposante à Macron tout en semant sa démagogie xénophobe du « *on est chez nous* », désignant des boucs-émissaires, les étrangers pauvres, les Roms, rendus coupables de toutes les nuisances.

L'enjeu du mouvement actuel est bien d'inverser le rapport de forces, de mettre un coup d'arrêt à l'offensive des classes possédantes et à leur propagande réactionnaire dont le RN est une des composantes, de faire triompher les intérêts collectifs, la solidarité entre travailleur·e-s quels que soient leur statut, leurs origines, leur nationalité.

## **Prenons la direction de nos luttes aujourd'hui pour diriger la société demain.**

Contre l'offensive du Capital, s'affirme aujourd'hui potentiellement un parti du monde du travail, des dizaines de milliers de travailleur·e-s, de jeunes, de femmes qui com-

battent la réforme sur les retraites en étant conscients qu'imposer un recul à Macron aujourd'hui, c'est non seulement lui faire remballer sa réforme pourrie mais aussi créer les conditions pour reprendre l'offensive pour les salaires, le partage du travail entre toutes et tous, l'ensemble de nos conditions de vie.

Préparer l'affrontement, ne pas le craindre, c'est, en toutes circonstances, agir pour œuvrer à ce que le mouvement prenne conscience de sa force, de ses possibilités, qu'il s'organise démocratiquement. C'est nous toutes et tous qui faisons tourner la société, c'est notre travail qui enrichit une poignée de milliardaires parasites, nous pouvons diriger la marche des entreprises, de toute l'économie, la société toute entière, imposer le contrôle démocratique de la population, qu'elle s'érige elle-même en pouvoir.

La campagne militante pour généraliser la grève, faire plier Macron et le patronat, refuser les 64 ans, pour imposer une hausse générale des pensions et des salaires, contre le chômage et la précarité, l'exigence d'une autre répartition des richesses pose la question de comment on les produit. La bataille capital travail, c'est l'affrontement entre deux logiques de classe : celle de l'appropriation privée des richesses produites grâce à la propriété privée des moyens de les produire entre les mains d'une minorité capitaliste contre l'appropriation collective des richesses, leur partage grâce à la socialisation des moyens de les produire sous le contrôle des travailleur.es eux-mêmes.

L'immense succès des manifs de samedi, les semaines qui viennent ouvrent la possibilité de gagner une première manche dans cet affrontement et, aussi, de jeter les bases de la construction de l'outil dont nous avons besoin pour mener cet affrontement. La force, c'est notre nombre et notre place dans la société. L'exercer, c'est nous unir, nous unir en toute indépendance des institutions qui sont au service du pouvoir des classes dominantes, des riches.

Dans cette bataille pour que le monde du travail se donne sa propre organisation pour mener son combat de classe, pour conquérir la démocratie, pour le socialisme, le communisme, il est indispensable que toutes celles et ceux qui, dès aujourd'hui, partagent ces mêmes objectifs s'unissent, se rassemblent, prennent en main localement, partout où elles et ils sont la préparation de l'affrontement à venir.

Nous sommes des milliers, voire des dizaines de milliers à le penser, militant.e-s syndicaux, jeunes, travailleur.e-s et en premier lieu bien sûr les militant.e-s révolutionnaires. Mettons à profit la mobilisation du 16 février et les jours qui suivront pour nouer ou renouer des contacts, des discussions, populariser ensemble la grève, faire en sorte qu'elle démarre dans le maximum de secteurs et d'entreprises le 7 mars, qu'elle se généralise et se coordonne pour faire reculer Macron et commencer à mener la contre-offensive.

Galia Trépère

## « **Métro, boulot, caveau** », au cœur de la révolte sociale, le refus du travail aliéné et de l'exploitation

Dans les manifestations contre la réforme des retraites, s'exprime un rejet plus profond que le refus de travailler deux années de plus... Le rejet d'une société capitaliste où le travail est pour beaucoup une souffrance, une violence sociale subie devenue insupportable à cause de salaires largement insuffisants face à l'inflation, à cause de conditions de travail de plus en plus dégradées entre des effectifs insuffisants et des méthodes de management inhumaines, à cause de la précarité généralisée, du chômage et d'un âge de départ à la retraite qui ne cesse de reculer pour des pensions toujours réduites. C'est une révolte profonde contre l'intensification de l'exploitation conséquence de la fuite en avant d'un capitalisme en faillite. Le capitalisme devenu ouvertement prédateur provoque une régression sociale sans fin pour permettre à quelques multinationales de générer des profits faramineux et indécents, comme ceux annoncés la semaine dernière par les grands groupes pétroliers. En 2022, les 5 grandes majors du pétrole ont engrangé 153,5 milliards de dollars de bénéfice net ; TotalEnergies a annoncé 19,5 milliards d'euros de résultats, en hausse de 28 % par rapport à 2021, dont 17 milliards devraient être reversés à ses actionnaires.

« *On ne crèvera pas pour le patronat* » résume ce sentiment de révolte qui monte comme la conscience

que cette régression sociale qui alimente les profits des multinationales est sans limite...

### La « **valeur-travail** », la vieille morale bourgeoise pour justifier l'intensification de l'exploitation

Faute d'arguments pour justifier une réforme profondément injuste, le gouvernement et tous les ministres aux ordres ont multiplié les déclarations sur la « *valeur-travail* ». Dans la continuité d'un Macron annonçant lors de son allocution de juillet dernier : « *Nous devons travailler plus et plus longtemps* », Darmanin s'en est pris à ceux « *qui n'aiment pas le travail, qui n'aiment pas la valeur travail* », ceux qui « *veulent une société sans effort, sans travail* » avant d'asséner « *c'est par le travail qu'on s'en sort [...] c'est par le travail qu'on réussit sa vie. Le travail c'est ce qui, je crois, confie la dignité à une personne* ».

L'argument n'est pas nouveau...

Dans son pamphlet « *Le droit à la paresse* » paru en 1883, Paul Lafargue citait Thiers qui voulait que les curés propagent auprès des enfants dans les écoles : « *cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici-bas pour souffrir et non cette autre philosophie qui dit au contraire à l'homme : « Jouis »* ». « *La morale capitaliste,*

*piteuse parodie de la morale chrétienne, frappe d'anathème la chair du travailleur ; elle prend pour idéal de réduire le producteur au plus petit minimum de besoins, de supprimer ses joies et ses passions et de le condamner au rôle de machine délivrant du travail sans trêve ni merci .»<sup>1</sup>*

Dans son pamphlet, Lafargue appelait les socialistes révolutionnaires « à monter à l'assaut de la morale et des théories sociales du capitalisme ; [...] à démolir, dans les têtes de la classe appelée à l'action, les préjugés semés par la classe régnante ; [...] à proclamer, à la face des cafards de toutes les morales, que la terre cessera d'être la vallée de larmes du travailleur ».

L'hypocrisie des tirades des ministres sur la « valeur-travail » ne visent qu'à masquer, au nom d'une morale d'un autre temps, cette réalité : dans le cadre du mode de production capitaliste, le travail des salariés est avant tout un rapport d'exploitation, un rapport social entre des classes sociales aux intérêts antagonistes. Quand le gouvernement, au nom de la « valeur travail » nous explique qu'il va falloir « travailler plus et plus longtemps » et en « finir avec la paresse », il ne s'agit pas d'une discussion sur les « vertus » du travail mais juste une pitoyable justification de nouvelles attaques contre le droit du travail, les droits sociaux qu'il mène au nom des intérêts des classes dominantes, dans le cadre d'une guerre de classe dont il se fait l'instrument.

## **Le travail salarié, un rapport d'exploitation social, un travail aliéné**

Parler de la « valeur du travail » ne vise sur le fond qu'à entretenir l'illusion que le salaire serait la juste rétribution du travail des salariés dans le cadre d'un contrat librement consenti. Cette fable a depuis longtemps été démontée par Karl Marx qui a mis en lumière que le salariat est un rapport d'exploitation social à travers lequel les classes dominantes s'approprient une large partie des richesses produites par le travail des salariés. Il a ainsi montré que dans cette société capitaliste, régie par l'échange de marchandises, le salaire ne correspond pas à la valeur du travail mais à la valeur de la « force de travail ». Ainsi les patrons achètent avec le salaire la capacité du salarié à produire par son travail des richesses qu'ils s'approprient. C'est cette force de travail qui est la source de l'accumulation de profits des classes dominantes.

La valeur du salaire ne correspond pas aux richesses produites par le travail du salarié mais à ce qui lui est nécessaire pour se nourrir, se loger, pour reproduire sa force de travail... une valeur qui dépend en réalité avant tout du rapport de force entre les classes.

*« La force de travail est donc une marchandise que son possesseur, le salarié, vend au capital. Pourquoi la vend-il ? Pour vivre. [...] Il travaille pour vivre. Pour lui-même, le travail n'est pas une partie de sa vie, il est plutôt un sacrifice de sa vie. C'est une marchandise qu'il a adjudgée à un tiers. C'est pourquoi le produit de son activité n'est pas non plus le but de son activité. [...] La vie commence pour lui où cesse l'activité, à table, à l'auberge, au lit. Par*

*contre, les douze heures de travail n'ont nullement pour lui le sens de tisser, de filer, de percer, etc., mais celui de gagner ce qui lui permet d'aller à table, à l'auberge, au lit. »<sup>2</sup> (Karl Marx, Travail salarié et Capital)*

C'est ce qui fait du travail salarié un travail aliéné, dont le salarié ne peut que se sentir dépossédé puisque son travail ne vise pas à satisfaire ses propres besoins ni même des besoins sociaux mais à produire des marchandises dans le cadre d'une économie dont le seul moteur est la course au profit.

Ce rapport d'exploitation pervertit le travail, comme il pervertit tous les progrès scientifiques et techniques qui, au lieu de soulager les travaux les plus pénibles, au lieu de permettre de réduire le temps de travail et de dégager du temps pour se réapproprier sa vie, est mis au service d'une intensification de l'exploitation, au nom de la course à la productivité. Tout progrès dans cette société capitaliste se traduit concrètement par une dégradation des conditions de travail comme par une perte de sens d'un travail dont la finalité semble toujours nous échapper puisqu'elle ne répond à aucune autre logique sociale que l'accumulation sans fin du capital.

Ainsi les supers profits des multinationales du pétrole sont non seulement indécentes alors que les inégalités se creusent mais ils révèlent aussi toute l'incurie, l'irresponsabilité des classes dominantes. Les pétroliers engrangent des profits records alors même que la crise climatique dont ils sont, pour une large part, responsables prend une tournure catastrophique pour l'ensemble de la société. C'est bien l'ensemble des salariés, tous ceux qui par leur travail font pourtant tourner la société qui sont dépossédés du contenu même de leur travail, du pouvoir de décider de ce qui doit être produit et de comment le produire en fonction des besoins de toutes et tous et des enjeux environnementaux.

La réforme des retraites, comme celle du chômage, la casse du droit du travail comme les attaques contre les services publics et la multiplication des cadeaux fiscaux au patronat ne répondent à aucune autre logique sociale que d'aider les capitalistes à maintenir leur machine à profit au prix d'une intensification de l'exploitation, comme du pillage des ressources naturelles et de la destruction de la nature. C'est une conséquence de la guerre de classe qui fait rage et qui ne vise qu'à accroître la rentabilité du capital en augmentant le taux d'exploitation.

Face à ce système en faillite qui nous entraîne dans une catastrophe, grandit la conscience qu'il n'y a pas d'autre issue à cette crise globale que de remettre en cause les fondements mêmes du mode de production capitaliste, que de lutter pour une société libérée de la logique mortifère de la course au profit, de la concurrence, de l'égoïsme de classe, une société débarrassée des rapports d'exploitation, où la production serve avant tout à la satisfaction des besoins réels, en harmonie avec notre environnement.

**Socialiser le salaire ou s'émanciper du travail aliéné par l'abolition du salariat !**

Penser cette perspective nécessite de s'affranchir des vieux raisonnements, des schémas du passé, comme de s'émanciper des idéologies dominantes sur la valeur-travail, pour formuler une politique de classe en toute indépendance des institutions comme du jeu parlementaire et donc de la logique des appareils syndicaux et politiques dont c'est l'unique horizon.

La volonté de trouver des réponses « *crédibles* » face aux ravages du capitalisme conduit bien des militants à ne penser de solutions que dans des cadres institutionnels déjà existants... quitte à les idéaliser comme c'est le cas avec la sécurité sociale et l'idée que la solution serait dans son élargissement à tous les secteurs de l'activité. C'est une idée défendue par Bernard Friot, reprise par des militants syndicaux et jusqu'au NPA de Philippe Poutou et Olivier Besancenot.

La sécurité sociale serait un levier pour réorganiser la société de l'intérieur, pour instaurer un «  *salaire à vie* » qui permettrait de socialiser le salaire comme le travail invisible des femmes, de réduire le temps de travail... comme s'il était possible de faire disparaître ce rapport d'exploitation qu'est le salariat par une réorganisation administrative par en haut de l'économie.

L'élaboration d'une telle construction revient à ignorer la lutte des classes et notamment la question du pouvoir des classes dominantes qui leur permet de contrôler, de soumettre les États, d'organiser toute la vie sociale en fonction de leurs intérêts étroits de classes minoritaires, comme d'ailleurs de dominer les esprits avec leur idéologie archaïque y compris dans les rangs de la gauche institutionnelle, jusqu'à la caricature de Fabien Roussel et ses tirades sur la « *gauche du travail* ».

Cela revient aussi à laisser croire qu'il s'agit de trouver le meilleur fonctionnement économique possible pour que le travail soit rémunéré plus justement, pour trouver le meilleur financement pour les retraites ou la sécurité sociale, à coup d'arguments de calculs comptables et en restant sur le terrain institutionnel. Comme s'il s'agissait d'une simple discussion comptable, comme si les lois économiques ne reflétaient pas avant tout la loi du plus fort dans les rapports entre les classes, la loi des classes dominantes pour s'approprier le surproduit social, fruit de l'exploitation, du travail gratuit.

Il n'y a pas de raccourci, pas de solution alternative qui ferait éviter d'affronter la réalité de la violence des rapports sociaux, sans poser la question de l'expropriation du capital, tant l'ensemble de l'économie est aujourd'hui sous le contrôle d'une poignée de multinationales qui se soumettent les États.

Il n'y a rien à attendre des classes dominantes, de leur personnel politique comme de leurs institutions, ni d'ailleurs de tous ceux qui n'aspirent qu'à participer à la gestion, à la sauvegarde de ce système en faillite tout en prétendant si ce n'est faire disparaître, du moins atténuer, rendre plus supportable l'exploitation sociale.

Organiser l'économie en fonction des besoins sociaux et du respect de l'environnement ne se fera pas par un simple jeu institutionnel, par l'application d'un bon programme de réformes économiques comme la généralisation de la sécurité sociale.

Il s'agit au contraire de formuler clairement l'enjeu de la bataille en cours sur les retraites : une bataille politique globale contre la politique des classes dominantes et des États à leur service, dont l'objectif final ne peut qu'être la contestation de la domination des classes possédantes, la remise en cause de la propriété capitaliste au nom de laquelle elles s'approprient le travail de l'immense majorité.

C'est une tout autre logique politique et sociale qu'il s'agit d'imposer à travers la lutte des classes jusqu'à la conquête de la démocratie directe par les exploités-e-s et les opprimé-e-s pour contrôler l'économie et réorganiser l'ensemble de la production pour satisfaire les besoins sociaux. C'est la condition pour sortir du mode de production capitaliste, pour en finir avec le travail aliéné, avec les rapports d'exploitation.

Pour reprendre la conclusion de Karl Marx « *Il faut [que les ouvriers] comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur : « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat ».* »<sup>3</sup> (Karl Marx - Salaire, prix et profit)

Bruno Bajou

1 Paul Lafargue, Le droit à la paresse, 1883 : <https://www.marxists.org/francais/lafargue/works/1880/00/droit.pdf>

2 Karl Marx, Travail salarié et Capital, 1847 : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/12/km18471230.htm>

3 Karl Marx, Salaire, prix et profit, 1865 : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1865/06/km18650626a.htm>

## **Ballon-espion chinois, guerre en Ukraine, guerre économique, l'empire américain dans le chaos mondialisé...**

Lors du traditionnel « *discours sur l'état de l'Union* », à Washington, Biden, accueilli par une standing ovation, deux ans après le siège du Congrès par les insurgés

fascistes de Trump, a promis de « *finir le travail* » pour rendre à l'Amérique sa fierté et sa prospérité. Il a tenu un discours qui se veut social et progressiste -« *Je me suis pré-*

senté pour vraiment changer les choses, pour être certain que l'économie fonctionne pour tous »- afin de mieux faire passer sa politique agressive et militariste pour défendre le retour de l'Amérique à laquelle il veut redonner « *fier-té* » et « *confiance* ». Il veut poursuivre le travail entamé par Trump en se gardant d'attiser les tensions sociales, raciales ou sur la question du droit à l'avortement tout en jouant de démagogie contre les milliardaires pour guérir « *l'âme* » de l'Amérique et « *unifier le pays* ». Un discours creux et plein d'hypocrisie pour tenter de faire accepter aux classes populaires le coût de la politique « *America First* », préparer l'opinion à l'escalade militariste du « *leader du monde libre* » pour perpétuer sa domination, celle de Wall Street et du Pentagone, et tenter de la justifier.

## **Ballon-espion à la dérive et politique de la tension pour militariser l'opinion**

« *Ne vous y trompez pas : comme nous l'avons dit clairement la semaine dernière, si la Chine menace notre souveraineté, nous agissons pour protéger notre pays* » a déclaré Biden se justifiant des accusations d'avoir trop attendu avant d'autoriser l'armée de l'Air à abattre le dit ballon-espion. L'idée que le gouvernement chinois cherche à obtenir secrètement des informations vitales sur les armes nucléaires américaines au moyen d'un énorme ballon blanc clairement visible qui traverse lentement l'espace aérien américain, aussi stupide et ridicule qu'elle soit, a gagné l'opinion officielle américaine, colportée et argumentée, si on peut dire, par les politiciens comme par les médias. Trump a demandé immédiatement que ce qui n'était selon le ministère chinois des Affaires étrangères qu'un « *dirigeable civil utilisé à des fins de recherche, principalement météorologiques* », soit abattu et Biden, le 4 février, en a donné l'ordre à l'armée de l'air. Dans la foulée, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a annulé son voyage prévu en Chine.

Le gouvernement Biden, en collaboration avec le Parti républicain, a profité de l'occasion pour attiser la haine et la xénophobie anti-chinoises, conditionner l'opinion à accepter les plans américains de guerre avec la Chine présentée, alors que les États-Unis l'encerclent de missiles offensifs à quelques kilomètres de ses côtes, comme l'agresseur dans le conflit sino-américain.

Au cours de la semaine dernière, les USA ont annoncé un plan qui vise à installer des bases supplémentaires aux Philippines à partir desquelles ils pourraient lancer des attaques contre la Chine. Biden a également eu des discussions avec le premier ministre japonais Fumio Kishida sur la remilitarisation du pays en vue d'un conflit avec la Chine. Il a appelé à la création d'une « *équipe de manœuvre de forces interarmées fortifiée, prête, intégrée et agile, prête à combattre et à gagner à l'intérieur de la première chaîne d'îles* », faisant référence à Taïwan et à d'autres îles au large de la Chine.

Aujourd'hui, alors même que les États-Unis et les puissances de l'OTAN intensifient leur guerre par procuration avec la Russie en utilisant à leur propre fin la folie

guerrière et grand-russe de Poutine, la classe dirigeante met en scène le conflit avec la Chine, une façon de donner le change en faisant passer l'escalade qui s'engage en Ukraine au second plan tout en justifiant une guerre impopulaire.

## **La guerre en Ukraine, pierre angulaire du redéploiement militariste de l'impérialisme occidental**

Biden sans donner trop d'importance à l'implication des USA dans la guerre a assuré que les Etats-Unis soutiendront l'Ukraine « *aussi longtemps qu'il le faudra* » face à l'invasion russe, faisant applaudir l'ambassadrice de Kiev, présente en tribune, « *Elle ne représente pas seulement sa nation, mais le courage de son peuple* ». Avec l'Otan, les Etats-Unis « *ont fait face à l'agression menée par Poutine et se sont tenus aux côtés du peuple ukrainien* », « *Un test pour l'Amérique. Un test pour le monde. Défendrons-nous les principes les plus fondamentaux ? [...] Défendrons-nous le droit des peuples à vivre à l'abri de la tyrannie ? [...] Oui, nous l'avons fait* ». Et, pourrait rajouter Biden, nous avons ainsi réussi à faire l'union nationale au Congrès et à engager l'Europe à nos côtés pour prendre sa part de la défense de nos intérêts, accroître son budget militaire, s'engager dans la militarisation...

Et, un an après sa visite à Washington, quelques heures après le discours de Biden, le président ukrainien Zelensky s'est rendu à Londres, Paris et Bruxelles pour demander un soutien militaire renforcé, en particulier l'envoi d'avions de chasse alors que l'armée britannique a déjà pris en charge la formation de pilotes ukrainiens.

Biden a laissé Zelensky faire le job en direction des puissances européennes, pour, comme le demandait en son temps Trump, qu'elles portent leur part du fardeau dans la défense du « *monde libre* », c'est à dire celui des vieilles puissances impérialistes.

Réaffirmant la volonté de son pays de « *gagner son adhésion dans une Europe qui gagne* » et de « *devenir membre de l'Union européenne* », Zelensky a martelé « *Si l'Ukraine tombe, c'est votre mode de vie qui disparaît. [...] Nous nous défendons contre la force la plus antieuropéenne du monde moderne* ». « *Nous nous défendons, nous vous défendons !* »

Chef de guerre devenu aussi directeur de conscience des politiciens occidentaux, il a plaidé pour renforcer l'aide militaire. « *Je vous demande, à vous et au monde, des mots simples mais très importants : des avions de combat pour l'Ukraine, des ailes pour la liberté.* »

Au cours des dernières semaines, à l'instigation de Washington, plusieurs puissances européennes ont commencé à envoyer des chars de combat en Ukraine, les États-Unis ont annoncé l'envoi de missiles de précision à longue portée capables de frapper profondément en territoire russe et des plans pour envoyer des avions de combat à Kiev.

« *Notre victoire changera le monde* » a proclamé Zelensky face aux parlementaires britanniques. Personne ne peut

anticiper ce que serait une victoire de l'Ukraine, les conditions militaires ou diplomatiques qui la rendraient possible, mais une chose par contre est sûre, c'est qu'elle ne signifierait en rien une paix démocratique ni pour les peuples d'Ukraine ou de Russie, ni pour le monde. Il y a urgence à mettre fin à cette guerre mais pour cela il ne suffit pas de réclamer le retrait des troupes russes. Personne ne peut souhaiter une victoire de la Russie, mais aujourd'hui aucune condition permettant une éventuelle paix négociée n'est sur la table. Une victoire de l'Ukraine telle que la formule Zelensky s'adressant aux puissances impérialistes occidentales s'inscrirait dans un rapport de force géostratégique dont les enjeux sont à un autre niveau que la question de l'avenir du régime corrompu de Zelensky qui a vendu les intérêts des populations, des travailleurs d'Ukraine aux grandes puissances en guerre pour leurs intérêts et leur domination sur le monde.

Cette victoire ne pourrait résulter que d'une intervention à grande échelle des forces de l'Otan dont, jusqu'à présent, les USA ne veulent pas préférant laisser durer cette guerre sanglante et absurde tant que les tensions internationales ne les obligent pas à faire le pas dont ils savent qu'il déclencherait des enchaînements incontrôlables qui seraient une nouvelle étape vers la mondialisation de la guerre. La seule issue qu'ils n'envisagent pas, c'est une paix démocratique qui ne pourrait venir que de la fraternisation des travailleurs et des peuples.

### **« L'Otan économique » vers la mise en place d'une économie de guerre**

*« L'invasion de l'Ukraine par la Russie, écrit Claude Serfati, accélère la fragmentation géopolitique de l'économie mondiale qui a commencé à la fin des années 2000. Les pays occidentaux proposent la constitution d'un « Otan économique » et la relocalisation des activités de leurs groupes industriels dans les « pays amis ». La Chine est ciblée comme « rival systémique », à la fois adversaire géopolitique et économique. La proximité de la concurrence économique et des rivalités géopolitiques survient dans le contexte des crises multidimensionnelles qui frappent l'humanité. [...] Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, c'est la guerre qui impose sa loi dans les relations économiques internationales. Le monde est passé des guerres commerciales à la guerre tout court. Les conflits entre grands pays mobilisent aujourd'hui en même temps des moyens militaires et des instruments économiques. On peut donc, en transposant l'aphorisme énoncé par Carl von Clausewitz, observer que dans la situation actuelle, l'économie est la continuation de la guerre avec d'autres moyens. »* 1 L'offensive nationaliste et militariste de Biden est le complément d'un programme de guerre économique dirigé contre la Russie et la Chine qui, pour autant, ne ménage pas ses alliés de l'Otan ou en Asie. La politique « *Made in America* », « *Buy American* » et « *la chaîne d'approvisionnement commence ici* » flattent un nationalisme économique qui remet en cause les rapports nés de la mondialisation dont cependant les USA ne peuvent que difficilement s'extraire.

Et aujourd'hui, la réorganisation des chaînes d'approvisionnement engagée par les USA ne peut se limiter à un protectionnisme borné, elle doit intégrer les données des bouleversements accomplis à travers la mondialisation, les liens de dépendance économique qui se sont construits. Ainsi, la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a relancé la semaine dernière sa nouvelle doctrine commerciale mise en avant en avril 2022, *Friend-Shoring*, bâtir des chaînes d'approvisionnement solides avec les alliés des USA pour combattre l'inflation et empêcher des pays comme la Chine de faire pression sur l'approvisionnement en matières clés. « *Travailler avec les alliés et partenaires à travers le Friend-Shoring est un élément important pour renforcer la résilience économique en soutenant le dynamisme et la croissance de la productivité qui viennent avec l'intégration économique* », pour bâtir des chaînes d'approvisionnement stables afin de réduire la dépendance envers la Chine pour la fourniture de semi-conducteurs, batteries et autres produits industriels clés.

*« Nous ne pouvons pas permettre aux pays comme la Chine d'utiliser leur position sur le marché des matières premières clés, des technologies ou des produits pour perturber notre économie ou exercer une influence géopolitique non souhaitée », en soulevant la nécessité de diminuer les risques de « surconcentration » des fournitures principales vers les « pays non fiables ».*

La nouvelle stratégie commerciale américaine de la « *relocalisation chez les pays amis* » vise à créer un bloc de pays alignés derrière les Etats-Unis. « *Favoriser le « friend-shoring » des chaînes d'approvisionnement à un grand nombre de pays en lesquels nous avons confiance, afin que nous puissions continuer à étendre en sécurité l'accès aux marchés, réduira les risques pour notre économie et pour nos partenaires commerciaux de confiance* ».

Elle ignore l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Plus de vingt ans après son admission dans le club du libre-échange en 2001, la Chine a capté l'essentiel des chaînes de valeur mondiales. Les Etats-Unis ont donc largement tourné le dos à cette enceinte multilatérale pour rétablir un ordre commercial qui affirme leur prééminence et leur permette de faire face à une situation de conflit aigu voire de guerre.

Janet Yellen justifie cette démarche par l'agression de l'Ukraine. « *Nous ne pouvons laisser à certains pays le pouvoir d'utiliser leurs parts de marché dans les matières premières, les technologies ou les produits clés pour bouleverser notre économie ou exercer un levier géopolitique contre notre gré* ». Cela implique une remise en question des relations économiques avec la Chine et va de pair avec la nouvelle stratégie de sécurité nationale de l'administration Biden : s'imposer afin de rester la première puissance mondiale incontestable.

La guerre en Ukraine constitue le moment charnière dans cette fin de la mondialisation « *libérale* » et de la division du travail qui l'a caractérisée : la conception des produits dans les vieux pays impérialistes et leur production dans les pays à faible coût de main-d'œuvre. La logique

de la concurrence mondialisée conduit à une remontée des protectionnismes et aux alliances économiques et militaires entre les pays qui « *partagent les mêmes valeurs démocratiques* » - en gros, les pays de l'Otan, le camp des vieilles puissances impérialistes contesté par les bouleversements des dernières décennies.

## **Contre la guerre économique et militaire, la solidarité et la coopération des travailleurs et des peuples**

Cette réorganisation des chaînes d'approvisionnement en réponse aux intérêts et rivalités entre grandes puissances ne peut qu'accentuer les désordres économiques en cours, l'aggravation de la dette et de l'inflation dont les travailleurs et les peuples seront les premières victimes. Elle exacerbe nécessairement la concurrence donc les tensions internationales et les menaces de guerre.

Les milliardaires américains seront toujours plus nombreux et plus riches pendant que le Pentagone et les entreprises d'armement s'enrichissent avec l'argent des contribuables au prix d'une régression sociale qui nourrit les forces réactionnaires avec lesquelles Biden recherche l'alliance et qu'il renforce au nom de l'union nationale.

Une telle politique accentue le déclin américain, affaiblit son influence, importe le désordre mondialisé en son propre sein dans le même temps qu'elle l'aggrave au détriment des peuples mais aussi à son propre détriment. Les États-Unis sont engagés sur la voie de la régression globale, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur sans autre réponse que le protectionnisme, la guerre économique, la guerre sociale, le militarisme belliciste avec en conséquence la montée des forces réactionnaires, nationalistes, xénophobes et fascistes auxquelles Trump a donné une forte impulsion.

L'attaque du 6 janvier contre le Capitole était un avertissement, la politique de Biden et des Démocrates, le parti de la guerre, prépare le terrain à une nouvelle offensive des Républicains pour tenter d'imposer une union nationaliste contre les travailleurs, les classes populaires au mépris des droits démocratiques, de ceux des minorités et des femmes.

La guerre en Ukraine et la mise en scène du conflit avec la Chine sont les signes d'une politique d'escalade agressive, antisociale et militariste que, derrière des propos doux et hypocrites, Biden met en œuvre.

Le capitalisme croyait avoir triomphé il y a trois décennies lorsque l'Union soviétique s'est effondrée. Les USA croyaient pouvoir dominer le Monde. La fin annoncée de l'histoire était un conte pour enfant, le triomphe du capitalisme financier mondialisé est une catastrophe pour les travailleurs, les peuples et la planète y compris au sein même de la première puissance mondiale sur la voie de la décadence.

L'ennemi est dans notre propre pays. La paix, la solidarité internationaliste, le bien-être, la démocratie, la justice ou l'égalité, l'émancipation de toutes et tous sont incompatibles avec le déclin sans fin du capitalisme. Ils se forgeront, aux USA comme ici, à travers la nécessaire intervention sociale et politique des opprimés et des exploités, leur mobilisation politique pour mettre fin aux rapports capitalistes d'exploitation et de domination pour établir le socialisme.

*Yvan Lemaitre*

1 <https://alencontre.org/laune/leconomie-une-continuation-de-la-guerre-avec-dautres-moyens-i.html>